



Décision individuelle N° 2023-308

Pétitionnaire : société HBG France (marque Hélicoptères de France)
Adresse : Siège d'exploitation - Aéropole BP1, 05130 TALLARD
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : Héliportages nécessaires suite aux interventions après le tempête Aline

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 18,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande en régularisation formulée en date du 26 octobre 2023 par Monsieur CIAIS Nicolas pour le compte de la société HBG France,

Considérant les dégâts occasionnés par les fortes précipitations et les inondations sur les routes et pistes lors de la tempête Aline du 20 octobre 2023, rendant inaccessibles certains refuges et ouvrages hydroélectriques situés en cœur de Parc,

Considérant que la demande a pour objet l'évacuation du gardien et des denrées périssables du refuge de Courgourde, d'une vache morte à la Madone de Fenestre et l'auscultation des barrages hydroélectriques des lacs Long, de la Fous et d'Autier à la suite des intempéries,

Considérant que ces opérations répondent à des besoins sanitaires, de salubrité, de sécurité civile et d'exploitation hydroélectrique et qu'à ce titre, elles peuvent être autorisées toute l'année conformément à la modalité d'application n°29 de la réglementation du cœur et à l'article 18 du décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié sus-visé,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représentée par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'évacuation du gardien et des denrées périssables du refuge de Courgourde, d'une vache morte à la Madone de Fenestre et l'auscultation des barrages hydroélectriques des lacs Long, de la Fous et d'Autier à la suite des intempéries.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification de l'aéronef

nom du pilote :	TSCHUDNOWSKY Jean-Félix
type d'appareil :	Écureuil AS 350 - bleu avec liseret blanc
n° de l'appareil :	F - GSOE

2.2. Nombre de rotations maximal autorisé : 10

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée en régularisation pour :

- le 21 octobre 2023 : 4 rotations
- le 22 octobre 2023 : 2 rotations
- le 26 octobre 2023 : 4 rotations

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 octobre 2023



La directrice
du Parc national du Mercantour

Aline COMEAU

Copies :

- Service territorial Vésubie

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.